PCF Parti communiste français — MEMBRE DU FRONT DE GAUCHE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (ESR) 2007-2012 : LA MUTATION LIBÉRALE

1. UN NOUVEAU MODÈLE À L'ŒUVRE

Peut-être plus grave encore que la misère budgétaire (cf. encadré), l'ESR a connu un changement de paradigme, articulé autour de «l'innovation», dont participe le grand bond en avant du CIR (crédit impôt recherche). Les réformes depuis plusieurs années tentent d'atteler le système public à «l'innovation», avec focalisation sur des axes thématiques supposés prioritaires ou profitables et mise en place de circuits courts entre recherche fondamentale et industrie.

Elles s'emploient pour cela à casser la structure de la recherche, en premier lieu les UMR dont la recherche est financée et évaluée par les organismes de recherche en partenariat avec les universités qui en hébergent une grande partie. Le financement récurrent a été réduit au profit d'un financement sur des projets qui doivent s'inscrire dans un petit nombre de thématiques prédéfinies. Obtenir ces fonds de survie fait l'objet d'une compétition généralisée à tous niveaux, théorisée comme juste, nécessaire et stimulante .

En fait, cette compétition tend à se figer de plus en plus en une hiérarchie officielle de «l'excellence», qui classe régions, établissements, équipes et individus. **Les structures d'évaluation, et d'abord l'AERES, jouent un rôle central et hautement politique dans cette officialisation de l'excellence, qui évoque le rôle assigné à Standard & Poor's et consorts dans la finance.** Au sommet, une poignée d'IDEX, amas (clusters) de laboratoires, d'industries et de centres de formation. Le cœur des IDEX est un regroupement de LABEX et de plateformes technologiques. Un LABEX est un labo de recherche virtuel, constitué de laboratoires (ou composantes de laboratoires), dans le cadre d'une collaboration sur un projet commun sur 10 ans. Les EQUIPEX sont des projets destinés à améliorer l'équipement des labos.

D'autres structures émergent également : IHU (Institut Hospitalier Universitaire) ; IRT (Institut de Recherche Technologique) ; SATT (Sociétés d'Accélération des Transferts Technologiques) destinées à apporter aux chercheurs des ressources et expertises pour breveter leurs inventions et les valoriser sous forme de contrats de licence et de start-up.

Ces évolutions - effectuées en répartissant autrement une enveloppe stationnaire – ont été effectuées au forceps, sans concertation, sans donner du temps au temps, en imposant des nouveaux modes de gouvernance. Les appels à projets («EX», IHU, IRT, SATT) se sont succédés à un rythme effréné. Les LABEX, IHU ou IRT sont organisés généralement autour d'équipes classées en A+ par l'AERES et vont contribuer à affaiblir les UMR et de nombreuses Equipes d'Accueil. Dans une première étape, 6 IHU, 6 IRT et 3 IDEX ont été retenus : Paris Sciences et Lettres, Strasbourg et Bordeaux. Les IDEX supplémentaires au terme de la seconde étape sont : Univ. Paris-Saclay, Sorbonne Univ., Sorbonne Paris Cité, Aix-Marseille, Toulouse. Lyon, Grenoble, Lorraine et Hésam à Paris n'ont pas été retenus.

Donc au total seulement 4 IDEX hors Paris. Ce nouveau paysage hiérarchisé sera du type peau de panthère, avec les taches noires des clusters et des flaques de vide entre les taches, parsemées d'universités limitées à la professionnalisation au niveau licence (PUP), notamment dans la moitié Nord du pays.

Les structures s'empilent : universités, écoles, grands organismes, pôles de compétitivité, PRES, RTRA, fondations, LABEX, IDEX, EQUIPEX. Mille-feuilles et usines à gaz illisibles, où un chercheur peut, comme une particule quantique, exister en même temps en des lieux différents. Jamais on n'a vu un contexte aussi bureaucratique et contraignant.

Des millions d'heures sont détournés en activité stérile et passablement humiliante, mais qui exige beaucoup d'imagination et de persévérance (information, rédaction de projets, concoction de collaborations, compte rendus, évaluation des projets d'autres équipes, lobbying). **La précarité et l'instabilité des équipes prospèrent dans des structures cul-de-sac à financement contractuel éphémère et sans lendemain.** L'esprit collectif baisse avec la compétition et le chacun pour soi, dégradant souvent l'atmosphère des labos. La recherche devient chaotique ; le contexte dissuade les projets trop risqués ou trop longs, aux « deliverables » et autres « milestones » trop incertains pour être crédibles. Via ce darwinisme rudimentaire, des riches deviennent plus riches, des pauvres s'appauvrissent ou disparaissent. L'UPSud - première université française au classement de Shanghai, excusez du peu - connaît bien sûr de telles situations contrastées avec de nombreuses équipes qui ont pignon sur rue, sont expérimentées dans la collecte financière et tirent encore leur épingle du jeu, même si l'avenir est flou, alors que d'autres sont en situation franchement difficile.

On peut se demander quelles sont les véritables motivations qui ont piloté la restructuration à la sauce Sarkozy-Pécresse. Pour les IDEX, est-ce l'imitation de quelques modèles mythiques placés hors de leur contexte historique et géographique (Cambridge, Stanford, MIT) ? L'aspiration à devenir visible depuis Shanghai ? La croyance aux vertus de la proximité et de l'effet de masse qui vont mécaniquement favoriser des synergies, attirer des multinationales en quête de brevets et d'innovation et capter quelques grosses pointures bien payées, à l'instar des transferts de footballeurs ? **Il s'agit surtout de faire plier un système de recherche et d'enseignement supérieur qui est intolérable à l'ultra-libéralisme.** Pas suffisamment d'inscription dans la marchandisation des activités intellectuelles. Trop de liberté. Trop d'indépendance de pensée et de création. Trop de démocratie. **Un fonctionnement trop subtil pour des gens qui n'ont pas la moindre idée de la manière complexe et délicate dont procède l'acquisition de nouvelles connaissances.**

2. L'ARCHÉTYPE DES IDEX

L'IDEX Paris-Saclay ne fut pas retenu par le premier mouvement pour des questions de gouvernance et de cohérence. Le CA de Paris-Sud avait donné le 13/09/2011 mandat à son président pour engager l'UPSud dans la phase de présélection du second mouvement (IDEX2), malgré l'opposition des personnels.

UN FINANCEMENT EN BERNE

En 2009, 2010 et 2011, les crédits de paiement de la recherche publique en euros courants ont varié respectivement de +0.4, +1.9 et +1.9%. Entre 2010 et 2011, le budget en euros courants des organismes du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR) a varié de +0.7%, soit -1.4% rapporté au glissement des prix (+ 2.1% en moyenne annuelle selon l'INSEE). Pour le CNRS par exemple, le pouvoir d'achat a baissé d'environ 1.3%. Demandez à n'importe quel responsable de labo.... Plusieurs tours de passe-passe doivent être également démontés. Le premier est d'appeler hausse de l'effort de recherche des entreprises la croissance des sommes que les susnommées imputent sur le Crédit Impôt Recherche (CIR). **Le CIR, qui a été multiplié par 2.5 en 2008, est devenu la niche fiscale la plus coûteuse pour l'Etat** avec 4.1, 5.8 et 4.2 Mds en 2008, 2009 et 2010 respectivement, le budget 2011 de l'ANR étant (pour comparaison) de 0.77 Mds. **Une partie appréciable de cette manne est détournée par des stratégies d'optimisation fiscale, et l'efficacité réelle du dispositif reste dans le brouillard, faute d'évaluation sérieuse.** Le second tour est celui des « Investissements d'Avenir » qui contourne le véhicule habituel du budget de l'état. Les intérêts de 7.7 Mds «consomptibles » du Grand Emprunt seront mobilisés entre 2011 et 2013. Mais comment et quand ces intérêts reviendront-ils à l'enseignement supérieur et à la recherche ? Et par quelles procédures, à quels organismes et à quelles conditions seront rendus disponibles les intérêts des 13.5 Mds capitalisés entre les mains des équipes de Bercy, et fusionnés indistinctement dans le flux des milliards que le Trésor emprunte chaque année pour boucler ses fins de mois ?

Le rapport DIRD (dépense intérieure de recherche et de développement) sur PIB de la France a culminé à 2.37% en 1993 (sous la gauche). Depuis, ce rapport a tendanciellement décliné. Il était en 2008 selon l'OCDE de 2.02% (soit le niveau de 1982) et stagne depuis autour de 2%. Par rapport à l'objectif de 3% (affiché par N. Sarkozy en 2007 et réaffirmé notamment à Orsay en janvier 2008), le manque cumulé avoisine 75 Mds. Un résultat calamiteux. Que serait-ce si l'ESR n'était pas «la première priorité budgétaire» du Président?

Le projet IDEX Paris-Saclay a été rédigé par un groupe-projet de 14 personnes coordonné par C. Chappert, directeur général de la fondation de coopération scientifique (FCS), avec la contribution de quelques 120 scientifiques, sous la houlette de Jean-Marc Monteil, chargé de mission par le 1er ministre. La FCS est juridiquement porteuse pour le compte des établissements-membres, des LABEX et du projet d'IDEX. Le budget demandé par la FCS est de 60 Millions/an, soit un capital de 1,7 Mds du Grand Emprunt.

Ce projet concerne deux universités (UPSud et UVSQ), 11 Ecoles d'ingénieurs ou regroupements d'Ecoles, 6 organismes de recherche de tailles et de statuts divers (CNRS, ONERA, CEA, INRIA, INRA, IHES) et le pôle de compétitivité System@tic. Il vient d'être retenu après oral de rattrapage. Ceci n'est pas une surprise, ce regroupement étant incontournable vu sa taille unique et son caractère emblématique (souligné par N. Sarkozy alors même qu'il n'était que ministre de l'Intérieur). Les ambitions initiales sont cependant limitées par l'indigence du financement, les résistances ou les nécessités techniques. Ainsi, il n'est plus question du déplacement global de l'UPSud : « on fera du coup par coup » (Pierre Veltz). En biologie, un accord tripartite UPSud/CNRS/CEA vante le regroupement de laboratoires sur le campus CNRS de Gif sur Yvette, mais acte en fait l'éclatement de la biologie en sous-ensembles déconnectés géographiquement les uns des autres, le même traitement étant infligé aux enseignements.

3. « L'UNIVERSITÉ » PARIS-SACLAY

Le projet IDEX2 préfigure à l'horizon 2013/2014 un nouvel établissement rassemblant les partenaires de l'IDEX, dénommé Université Paris-Saclay.

Cet établissement est un Etablissement Public de Coopération Scientifique (EPCS), structure créée et définie par le Pacte pour la Recherche de 2006. Son rôle est de remplacer le FCS dans ses missions : la mise en place et la gestion des équipements partagés entre les membres fondateurs et associés participant au pôle ; la coordination des activités des écoles doctorales ; la valorisation des activités de recherche menées en commun ; la promotion internationale du pôle. On est donc loin des missions d'une université au sens habituel du terme (cf encart). Bien plus, il prendra la main sur les écoles doctorales, les masters recherche, ainsi que sur la politique de ressources humaines des établissements qui la composent. Organisé en six «schools» thématiques, il conduit naturellement au redécoupage des UFR de l'université Paris-Sud.

Or l'université Paris-Saclay n'aura rien d'une université (cf. encart). Ces instances de gouvernance seront calquées sur celles de la FCS qui mettent fin à tout fonctionnement collégial. La gouvernance de la fondation est en effet assurée par une assemblée d'au maximum 60 membres, dont 19 membres représentant les fondateurs (et désignés par eux), 8 membres représentant des enseignants, chercheurs et assimilés (ingénieurs de recherche du CEA), regroupés dans le collège des élus (élus au 2ème degré par des grands électeurs), 3 membres représentants du monde économique, dont le président du pôle de compétitivité Systém@tic, 3 membres représentants des partenaires associés de la fondation, 1 personnalité qualifiée, et finalement le président de l'Etablissement Public Paris-Saclay, représentant direct de l'Etat. Au sein de cette assemblée, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche se voient attribuer des voix, théoriquement en fonction de leur poids respectif. De fait, l'UPSud se voit attribuer 11 voix sur 56. Ainsi, **dans la FCS, l'université et le CNRS ont ensemble 14% des droits de vote, alors qu'ils représentent 51% des personnels et 64% des étudiants !**

Notons également qu'il n'y a dans cette assemblée aucun représentant des autres catégories de personnels ni des étudiants. Le CA est composé de 14 membres issus de l'assemblée dont 2 des élus des personnels chercheurs et assimilés. Le CEVU est remplacé par un comité de vie étudiante, dont on ne sait comment les représentants des salariés et des étudiants seront choisis.

Chaque établissement fondateur, dont l'UPSud, devront donner une "délégation opérationnelle" à cette nouvelle gouvernance.

L'élaboration de la politique scientifique adoptée par le CA se fera par un comité de stratégie scientifique et d'innovation composé de 20 personnalités scientifiques désignées par le CA, dont 5 représentants du monde socio-économique. Gageons que syndicalistes et citoyens ne rentrent pas dans la définition des représentants du monde socio-économique.

Donc plus aucune collégialité, plus d'instances représentatives comportant un nombre suffisant d'élus. Il s'agit de mettre au pas recherche et formation pour les orienter vers les seuls objectifs de l'innovation. Le périmètre scientifique sera celui des structures en EX (pour « excellence »), avec la concentration des moyens sur quelques priorités stratégiques orientées par les seuls besoins d'innovation. Combien de domaines de recherche - pas en cour ou pas encore consacrés - seront ainsi éliminés ?

Du côté de l'enseignement, l'accent est mis sur les niveaux M et D. Il s'agit de fournir des nouveaux cadres au privé comme au public en mettant l'accent sur "l'acculturation à l'innovation" afin de permettre la contribution à l'innovation et au développement économique et social. La coupure entre le niveau licence, largement négligé, et les Masters et le Doctorat, qui doivent permettre de recruter les élites, est consacrée. La licence n'est plus mentionnée dans l'action "Formation" que pour indiquer qu'il s'agit de préparer à l'innovation dès ce niveau. Il ne s'agit plus de permettre au plus grand nombre possible d'étudiants la réussite à ce premier échelon des études supérieures, mais de prélever sur ce vivier une petite minorité pour alimenter les niveaux M et D. De fait, **le niveau licence sera laissé sous la responsabilité de l'UPSud, qui aura délégué à la nouvelle instance ses responsabilités en matière de recherche et d'enseignement supérieur pour ce qui concerne le niveau Master et les Doctorats (avec un seul collège doctoral, et un dispositif unique pour les Masters recherche, labellisés Université Paris-Saclay), l'UPS devenant ainsi un « collège » à l'américaine.**

4. CONCLUSION

En matière d'ESR, la droite a mis en chantier une entreprise de remodelage de très grande ampleur.
C'est une question qui doit être largement débattue dans la campagne présidentielle. Le PCF propose de faire, immédiatement après les élections et sous l'égide du CNESER et de l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques, un bilan et une évaluation collective des dégâts commis dont les conclusions seront soumises à l'Assemblée Nationale. Il propose aussi la suppression, notamment, de la LRU et des IDEX, et un financement récurrent à hauteur de 70%. Sans sous-estimer, notamment pour les IDEX, la complexité d'une sortie progressive de la construction sarkozyenne.

Qu'est ce qu'une université ?

Un établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel dont les missions sont: la formation initiale et continue ; la recherche scientifique et technologique ; la diffusion et la valorisation de ses résultats ; l'orientation et l'insertion professionnelle ; la diffusion de la culture et l'information scientifique et technique ; la participation à la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche ; la coopération internationale. L'Université française est accessible à tous les titulaires du baccalauréat, indépendamment de l'origine sociale des étudiants. A tous les niveaux, y compris au niveau de la licence, l'enseignement est assuré par des enseignants-chercheurs, ce qui garantit le lien avec la recherche. Elle est seule habilitée à délivrer des diplômes reconnus nationalement, licences, masters et doctorats. Sa gouvernance est régie par la loi: elle dispose de trois conseils (CA, CS, CEVU) essentiellement composés d'élus, représentant les différentes catégories des personnels, y compris les BIATOS et les étudiants.

JE M'ENGAGE DANS LA CAMPAGNE DU FRONT DE GAUCHE

Nom : _

Prénom : _

Portable : _

E-mail : _

Ville : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ Signature :

❑ Je rejoins le Parti communiste français

❑ Je suis intéressé-e à participer aux campagnes du Front de gauche

PCF Centre universitaire d'Orsay, laboratoires CNRS Gif, Centre d'études de Saclay

23, av. de Lattre de Tassigny Orsay / http://esr.pcf.fr / Contact : pcf.orsayfac@gmail.com